



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Marchands, banquiers et spéculateurs : la « révolution des affaires » à New-York

Ce 17 mai 1792, ils sont 24 à se retrouver sous le platane (« buttonwood tree ») qui se dresse au milieu de Wall Street et qui sert de cadre habituel à leur réunion. 24 agents de change qui, au terme de l'Accord de Buttonwood, ont décidé de mettre en place un système de cotation. Très modeste encore - il se limite à trois obligations d'Etat et à deux actions de banque - il n'en marque pas moins une étape importante dans l'histoire des Etats-Unis. Seize ans après la déclaration d'indépendance, la jeune nation se dote à son tour d'une bourse de valeurs qui sera véritablement organisée en 1817, acte de naissance officiel du New York Stock exchange. Quant au choix de la ville - qui fut capitale de l'Etat fédéral de 1785 à 1790 avant d'être remplacée par Washington -, il ne doit rien au hasard : en

cette fin du XVIIIème siècle, cela fait des années en effet que New-York est le cœur commercial et financier du Nouveau Monde...

Qu'il semble loin le temps - c'était en 1624 - où une poignée de colons venus de Hollande se sont installés sur l'île de Manhattan, au milieu d'une baie immense constellée d'îlots. En quête d'un empire atlantique, les Hollandais n'ont pas tardé à faire de la « Nouvelle Amsterdam » une étape clé au carrefour des colonies anglaises d'Amérique et des Antilles et des établissements hollandais des Petites Antilles. Verreries, alcool, poudre, produits manufacturés venus des Pays-Bas; tabac, bois, fourrure, sucre, étoupes, huiles de baleine, coton et goudron américains en partance pour l'Europe : dès le milieu du XVIIème



siècle, la ville affirme sa vocation d'« entrepôt du nouveau monde ». Ouverte vers le large, elle fait aussi figure de véritable Babel, accueillant des protestants venus de France, d'Allemagne, de Scandinavie, mais aussi des Juifs originaires du Brésil et même des esclaves noirs. Une double vocation qui devait façonner son destin et qui se poursuit après 1664 lorsque les Anglais, décidés à abattre la puissance commerciale des Pays-Bas, se saisissent de la Nouvelle Amsterdam, rebaptisée New-York...Lorsque 120 ans plus tard, en novembre 1783, les dernières troupes anglaises quittent Manhattan, ils laissent derrière eux une ville sûre d'elle et de son destin. Un siècle à peine allait suffire à New-York pour s'imposer comme la deuxième place financière mondiale derrière Londres. En attendant de la dépasser dans les années 1920...

Accord de Buttonwood en 1792, naissance du New-York Stock Exchange en 1812, ouverture du canal Erié en 1825, mise en chantier, dans les années 1830, de lignes de chemin de fer reliant la vallée de l'Hudson au Lac Erié et, de là, à Detroit, Toledo et Chicago, création des premières liaisons transatlantiques, développement des infrastructures portuaires...C'est alors, entre 1790 et 1860, que

se noue le destin de New-York dont la population, entre ces deux dates, passe de 33 000 à 1 million d'habitants. Relié, par le canal Erié, à son immense arrière-pays - le canal a permis de diviser le prix du fret par trois - la ville capte l'essentiel du trafic des matières premières agricoles venues de la très fertile région des Grands Lacs et qu'elle réexpédie vers l'Europe ou vers son marché intérieur. Elle a également la haute main sur le commerce du coton. Celui-ci fait la fortune de quelques entrepreneurs audacieux comme Jeremiah Thompson, un anglais arrivé aux Etats-Unis en 1801 à l'âge de 17 ans et devenu armateur à force de travail. Au début des années 1820, ce Quaker austère met en place la première ligne de paquebots dédiée au transport du coton entre New-York et les ports du Sud des Etats-Unis.

Lainages, soieries, « articles de Paris », coutellerie, vins, vaiselles, poteries, pierres précieuses - ces pierres précieuses qu'un modeste marchand de souvenirs originaire du Connecticut, Charles Lewis Tiffany, vend aux riches new-yorkaises depuis son magasin de Manhattan ouvert en 1837 - mais aussi viandes et bétail du grand Ouest, café du Brésil, cigares de Cuba, peaux de l'Orénoque, sucre des



Antilles... La liste des marchandises qui s'empilent sur les quais de l'Hudson ou de l'East River est impressionnante. Elles propulsent New-York au rang de premier port des Etats-Unis. Mais les matières premières ou les produits importés ne sont pas tout. A partir des années 1820, la ville s'industrialise en effet à grande vitesse. A Brooklyn, sur les rives de l'East River, raffineries, tanneries, abattoirs, aciéries, usines de confection et chantiers navals sortent littéralement de terre.

« Le développement inouï de New-York n'est point l'œuvre des avocats ou des militaires. Le mérite en appartient principalement au travail, aux capitaux, à l'esprit inventif et entreprenant de cette minorité imperceptible de Wall Street et de Pearl Street », note en 1834 le saint-simonien français Michel Chevalier. De fait, ces deux rues du sud de Manhattan sont le lieu d'une révolution qui bouleverse le monde des affaires. Avec l'afflux de marchandises, le marchand généraliste de l'ère coloniale cède en effet la place à des firmes spécialisées dans une activité ou un type de produits. Le modèle en est la maison fondée par Philip Hone, fils d'un charpentier allemand, devenue dans les années 1820 l'une des principales mai-

sons d'importations du port. Richissime, influent, l'homme est élu maire de New-York en 1826. Certains négociants se spécialisent dans l'exportation ; d'autres dans le commerce de gros ; d'autres encore dans la courtage ou le négoce de matières premières, à l'image de David Dows pour les céréales ou de John Jacob Astor dans les peaux et fourrures. Né en 1763 en Allemagne, arrivé aux Etats-Unis à l'âge de 16 ans, ce fils de boucher réputé pour son manque total de savoir-vivre - il se cure le nez à table et n'hésite pas, lors des dîners mondains, à s'essuyer les mains sur la robe de sa voisine ! - a sillonné des années durant la vallée de l'Hudson, achetant des peaux aux Indiens contre de l'alcool et de la pacotille et les expédiant vers New-York, et même jusqu'en Chine ! Installé dans sa somptueuse demeure de Broadway - le quartier chic de New-York - il se livre également à de vastes spéculations immobilières, achetant des terrains à Manhattan avant de les revendre sous forme de lots constructibles. Une pratique à laquelle se livrent d'ailleurs tous les gros négociants de l'époque. Hezekiah Beers Pierrepont, propriétaire d'une firme d'import qui travaille avec la France mais aussi de plusieurs distilleries, lotit ainsi tout le haut de Brooklyn qu'il



transforme en une agréable banlieue résidentielle. La spécialisation à l'œuvre dans le négoce gagne aussi le commerce. Dans les années 1840, les premiers grands magasins font ainsi leur apparition sur Broadway. Le plus célèbre est celui d'Alexander Turney Stewart. Né en Irlande en 1803, ce fils de fermier un temps attiré par les Ordres a commencé à gagner sa vie en emballant des marchandises dans une petite épicerie de Belfast avant de partir pour les Etats-Unis où il a vécu de petits métiers. En 1846, grâce à un héritage, il ouvre son premier magasin qu'il ne cesse d'agrandir et pour lequel il construit le « Palais de Marbre », toujours visible au 280 Broadway. Un exemple rapidement suivi par Rowland Hussey Macy, un new-yorkais de fraîche date lui aussi, dont le grand magasin - le célèbre Macy's - ouvre ses portes en 1858. On y vend toutes sortes de marchandises, à commencer par les dernières nouveautés en provenance de Paris et de Londres.

Mais c'est dans le monde de la finance que la révolution new-yorkaise des affaires est la plus spectaculaire. Il y a bien sûr les banques commerciales, spécialisées dans l'escompte et les prêts, dont le nombre passe de 25 en 1825 à 506 en 1880. Mais

il y a aussi les banques d'affaires, qui règnent sur les emprunts publics ou les émissions obligataires. Les plus anciennes sont liées aux grands établissements britanniques. Nathaniel Prime, Samuel Ward et James Gore King, associés de la plus importante banque d'affaires de New York entre 1826 et 1848, sont ainsi les correspondants de la Barings. Auguste Belmont, lui, un immigré d'origine allemande fondateur de la banque qui porte son nom, est l'agent new-yorkais des Rothschild. Après la guerre de Sécession, commence l'ère des banquiers Juifs originaires d'Allemagne aux destinées parfois surprenantes. Fondateur, en 1864, de la banque Seligman Frères, Joseph Seligman - un bavarois arrivé en Pennsylvanie dans les années 1830 où il a commencé par faire de la vente porte à porte - a ainsi dirigé une affaire de confection, obtenant en 1861 un gigantesque marché pour les uniformes de l'Armée de l'Union qui lui a permis de quitter le monde du textile pour celui, autrement plus alléchant, de la finance. A la fin des années 1860, sa banque a déjà des succursales à Paris, Londres et Francfort. Au même moment où presque, deux anciens épiciers dans le Midwest devenus industriels de la confection, Abraham Kuhn et Salomon Loeb, créent une banque spécialisée dans les



titres ferroviaires. Venus d'Allemagne ou des Etats de l'intérieur, d'origine souvent très modeste, ces nouveaux venus remplacent les anciennes élites foncières présentes à New-York depuis souvent plusieurs générations et qui se retirent définitivement des affaires. Place, désormais, aux banquiers, aux armateurs, aux négociants et aux spéculateurs. Des « nouveaux riches », le plus souvent, dont le prototype est Jay Gould, « la plus sinistre figure de l'histoire des Etats-Unis » selon un contemporain. Né dans une famille pauvre de l'Etat de New-York, cet homme de petite taille et à la santé fragile spéculait sur tout - les peaux, les chemins de fer, les matières premières, l'or - n'hésitant pas à pousser ses concurrents au suicide ou à régler ses différends commerciaux à coups de colt ! Ce qui ne l'empêche pas de se faire édifier une somptueuse demeure néogothique, sur les rives de l'Hudson, où personne d'ailleurs ne lui rend jamais visite. L'homme, il faut dire, sent le soufre...

Financiers et spéculateurs ont alors leur temple : la Bourse. Le New York Stock Exchange a fait bien du chemin depuis 1792. En 1840, il accueille 144 sociétés cotées. Des banques bien sûr, mais aussi des sociétés de canaux et, de plus en plus, des

compagnies ferroviaires. A partir des années 1850, ce sont ces dernières qui, pour l'essentiel, animent la cote. La spéculation la plus effrénée y est la règle. Certains sont passés maîtres dans la manipulation des titres, à l'image de Cornelius Vanderbilt, un autre « parvenu » de cette époque qui en compte beaucoup. Passionné depuis l'enfance par les bateaux, il a fait fortune en créant un service de ferry à prix cassé entre Staten Island et New-York. Dans les années 1860, cet homme d'affaires au flair légendaire que méprise la haute société - il faut dire que son épouse, de 45 ans sa cadette, tient une gargotte en ville et que lui-même se refuse à donner le moindre sou aux œuvres philanthropiques - délaisse le transport maritime pour se lancer dans les chemins de fer. En 1861, grâce à la revente de sa compagnie fluviale, il prend le contrôle de l'ensemble des lignes ceinturant New York. Cinq ans plus tard, en 1866, il acquiert le New York Central qui relie Albany à Buffalo. A cette date, Cornelius Vanderbilt est à la tête du deuxième réseau ferré américain. Bien décidé à ne pas s'arrêter en si bon chemin, il tente alors de mettre la main sur les chemins de fer de l'Erie, que dirige l'un de ses vieux rivaux, Daniel Drew, jadis propriétaire d'une importante flotte à vapeur.



A 72 ans, Cornelius Vanderbilt n'a qu'une envie : en découdre à nouveau. C'est le début d'une formidable bataille boursière qui va défrayer la chronique pendant toute l'année 1867. Cornelius Vanderbilt dépense plusieurs millions de dollars pour « ramasser » le maximum de titres. De son côté, Daniel Drew ne reste pas inactif, allant, pour se protéger, jusqu'à émettre plusieurs dizaines de milliers de fausses actions à son nom ! Cette indélégance l'obligera à fuir précipitamment dans un Etat voisin pour échapper aux poursuites. Cornelius Vanderbilt ne saura pas en profiter : tandis qu'il continue à racheter des actions sur le marché, laissant dans l'affaire des millions de dollars, son rival, depuis son refuge, use de ses relations et de son argent pour obtenir des autorités du New Jersey la légalisation des fausses actions ! Avec succès. Arrosées de billets verts, les autorités compétentes sauront se montrer compréhensives...

Venue d'Europe, la crise de 1873 provoque une gigantesque « purge » dans les milieux financiers new-yorkais. Les faillites se multiplient, à l'image de celle de la banque Cooke & Co, spécialisée dans l'émission d'obligations d'actions à grande échelle. Sa ruine ébranle Wall Street. Mais ce n'est qu'un

simple accident de parcours. Dès les années 1880, la spéculation reprend de plus belle. L'industrie pétrolière et celle de l'acier font désormais figure de nouveaux terrains de jeux pour les spéculateurs professionnels, ceux que l'on appelle les « barons voleurs ». Le destin de la « Grosse Pomme » est en marche...

Tristan GASTON-BRETON,

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com